



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
PREFET DU FINISTERE

Sous-préfecture de Châteaulin

<p align="center"><b>COMPTE-RENDU DE LA COMMISSION DE SUIVI DE SITE NOBELSPORT</b> <b>ORGANISEE LE 14 NOVEMBRE 2012</b></p>
---

Assistaient à cette réunion présidée par M. Olagnon, Sous-Préfet de Châteaulin :

- M. Roger Méllouet, maire de Pont de Buis,
- M. Daniel Gervot, représentant la Communauté de Communes de l'Aulne Maritime
- M. André Le Gall, représentant la Communauté de Communes de l'Aulne Maritime
- M. Jean-Pierre Guiavarch, directeur de l'établissement Nobelsport de Pont de Buis
- M. Cyrille Cousin, directeur délégué à l'exploitation des sites Nobelsport
- M. Sébastien Letexier, responsable hygiène sécurité environnement de l'établissement Nobelsport de Pont de Buis
- M. Michel Queffelec, riverain
- M. Jean-Claude Beurrier, riverain
- M. Jean-Pierre Nuret, responsable hygiène sécurité environnement de Livbag
- M. Jérémie Palud, membre du CHSCT de Nobelsport
- M. Didier Flégéo, membre du CHSCT de Nobelsport
- M. Christophe Toquer de l'unité territoriale du Finistère de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi ;
- Chef d'escadron Jérôme Martin, Commandant la Compagnie de Gendarmerie de Châteaulin
- Lieutenant Raphaël Clochard, Commandant de la communauté de brigades de gendarmerie de Châteaulin
- Lieutenant-colonel Jino Begaud, chef du groupement territorial de Quimper du SDIS 29
- Mme Marie-Thérèse Lagree, de la délégation territoriale de l'agence régionale de santé ;
- M. Jean-Marc Colin, service risque et sécurité de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer
- M. Gilles Rio, chef de l'unité territoriale du Finistère de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
- M. Etienne Péquériau, inspecteur des Installations Classées pour la protection de l'environnement à l'unité territoriale du Finistère de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
- Mme Tiphaine Rouxel, chef du bureau gestion des crises au Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles à la Préfecture du Finistère
- Mme Isabelle Guichard, secrétaire générale de la sous-préfecture de Châteaulin



En introduction, M. le Sous-préfet rappelle que le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 a modifié les dispositions du code de l'environnement et institué des commissions de suivi de site (CSS), lesquelles se substituent aux comités locaux d'information et de concertation (CLIC) à l'occasion de leur renouvellement.

Le CLIC Nobelsport qui a été créé par arrêté préfectoral du 30 décembre 2005 pour une durée de trois ans et renouvelé par arrêté préfectoral du 5 octobre 2009, soit jusqu'au 4 octobre 2012, entre dans le champ d'application du décret du 7 février 2012.

Une commission de suivi du site Nobelsport a donc été créée par arrêté préfectoral du 20 septembre 2012.

M. le Sous-Préfet souligne que si les CSS partagent de nombreux points communs avec les CLIC puisqu'elles :

- comportent toujours cinq collèges (administrations de l'Etat, élus des collectivités territoriales ou d'établissements publics de coopération intercommunale, exploitant, riverains, salariés de l'établissement),
- ont des missions et des compétences analogues ;
- se réunissent au moins une fois par an.

Le décret du 7 février 2012 introduit néanmoins quelques innovations qui sont assez formelles :

- la commission est dotée d'un bureau, composé de son président et d'un représentant désigné par collège ;
- la commission peut se réunir à la demande d'au moins trois membres du bureau (auparavant, une demande motivée de la majorité des membres des CLIC était nécessaire) ;
- les règles de fonctionnement des commissions de suivi doivent être fixées lors de la réunion d'installation de telle manière que chacun des collèges dispose du même poids dans la prise de décision ;
- les membres des commissions de suivi de site sont désormais nommés pour une durée de cinq ans (trois ans antérieurement).

Aussi, avant de passer à l'ordre du jour qui aurait été celui d'un CLIC "classique", M. le Sous-Préfet propose-t-il de procéder à l'élection des membres du bureau de la CSS puis d'en déterminer les règles de fonctionnement.

### **I – Election des membres du bureau**

M. le Sous-Préfet précise qu'il assurera la Présidence (ou son représentant) ainsi que le prévoit l'article 2 de l'arrêté préfectoral instituant la CSS.

Il invite les autres collèges à désigner un représentant et lance donc un appel à candidature :

1 - Collège « administrations de l'Etat » composé de :

- la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, ou son représentant
- le directeur régional des entreprises, de la concurrence et de la consommation, du travail et de l'emploi, ou son représentant
- le directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère, ou son représentant
- le directeur de la délégation territoriale de l'agence régionale de santé, ou son représentant
- le directeur départemental du service d'incendie et de secours du Finistère, ou son représentant
- le commandant du groupement de gendarmerie départementale, ou son représentant
- la chef du service interministériel de défense et de protection civiles, ou son représentant

↳ **La DREAL est désignée membre du bureau, au titre du collège "administrations de l'Etat".**

2 - Collège « collectivités territoriales » composé de :

- le maire de Pont de Buis les Quimerç'h, ou son suppléant M. Prigent
- le président de la communauté de communes de l'Aulne Maritime représenté par M. Daniel Gervot
- le président du Conseil Général du Finistère représenté par M. Jacques Gouérou, Conseiller Général du canton de Châteaulin

↳ **M. le maire de Pont de Buis est désigné membre du bureau au titre du collège "collectivités territoriales".**

3 - Collège « riverains » composé de :

- M. Jean-Claude Beurrier domicilié 33, Grand rue à Pont de Buis Les Quimerç'h
- M. Michel Queffelec domicilié 4, Grand rue à Pont de Buis les Quimerç'h
- M. Stéphane Vadé, chef de l'établissement Livbag de Pont de Buis les Quimerç'h ou son représentant M. Jean-Pierre Nuret, responsable sécurité environnement

↳ **M. Michel Quéffelec est désigné membre du bureau au titre du collège "riverains".**

4 - Collège « exploitant » composé de :

- M. Jean-Pierre Guiavarc'h, directeur de l'établissement Nobelsport de Pont de Buis les Quimerc'h ou son suppléant M. Lionel Le Vouédec, responsable production
- M. Sébastien Letexier, responsable hygiène, sécurité environnement de l'établissement Nobelsport de Pont de Buis les Quimerc'h ou son suppléant M. Jean-Yves Delalande, responsable des services techniques

↳ **M. Jean-Pierre Guiavarc'h est désigné membre du bureau au titre du collège "exploitant".**

5 - Collège « salariés » composé de :

- M. Gilles Antoniazzi, membre du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions du travail de l'établissement Nobelsport de Pont de Buis les Quimerc'h
- M. Jérémie Palud, membre du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions du travail de l'établissement Nobelsport de Pont de Buis les Quimerc'h

↳ **M. Jérémie Palud est désigné membre du bureau au titre du collège "salariés".**

M. le Sous-préfet remercie M. Rio, M. le maire de Pont de Buis les Quimerc'h, M. Michel Queffelec, M. Jean-Pierre Guiavarc'h et M. Jérémie Palud d'avoir bien voulu accepter de participer aux travaux du bureau de la CSS.

## **II – Règles de fonctionnement de la CSS**

M. le Sous-préfet déclare qu'il appartient aux membres de la CSS de se prononcer sur plusieurs points :

### **1 - Règles concernant les membres du bureau**

- **Approbation de l'ordre du jour par les membres du bureau** (*Art. R. 125-8-3.-I du code de l'environnement : l'ordre du jour des réunions est fixé par le bureau*)

Proposition de fonctionnement assez souple : le secrétariat de la CSS, assuré par la Sous-Préfecture de Châteaulin, transmettra par voie électronique aux membres du bureau le projet d'ordre du jour de la réunion au moins trois semaines avant la date de celle-ci (sauf convocation d'urgence prévue à l'article 4 de l'ARP) afin que cet ordre du jour puisse être réglementairement adressé à tous les membres de la CSS 14 jours avant la date de la réunion.

L'absence de réponse sous 72 heures 00 vaudra accord avec l'ordre du jour proposé.

↳ **Les membres de la CSS sont favorables à cette suggestion – Proposition adoptée.**

- **Ouvertures des réunions au public** « *Art. R. 125-8-4 « Les réunions de la commission sont ouvertes au public sur décision du bureau ».*

Proposition : Pas d'ouverture systématique des réunions au public dans la mesure où la commission mettra régulièrement à la disposition du public, par voie électronique, un bilan de ses actions et les thèmes de ses prochains débats.

Cette position pourra toutefois être revue si l'un des membres de la CSS présentait une demande motivée au président qui consulterait alors le bureau par voie électronique pour connaître son avis au regard des motifs invoqués. Par ailleurs, il sera toujours possible d'organiser une communication particulière en fonction des sujets.

M. Guiavarch signale qu'il conviendra de veiller à ce qu'aucune information confidentielle ne soit diffusée.

M. le maire ajoute que les riverains sont membres de la CSS et y assistent, ce qui contribue à la circulation des informations et participe à la communication.

↳ **Les membres de la CSS sont favorables à cette suggestion – Proposition adoptée.**

### **2 – Règles concernant l'ensemble des membres de la CSS**

- **Prise de décision** : « *Art. R. 125-8-4 du code de l'environnement - Les règles de fonctionnement de la commission sont fixées de telle manière que chacun des cinq collèges mentionnés au I de l'article R. 125-*

8-2 y bénéficie du même poids dans la prise de décision. Elles précisent, le cas échéant, la manière dont sont pris en compte les votes exprimés par les personnalités qualifiées mentionnées au II de l'article R. 125-8-2.

Proposition : Chacun des membres du bureau émet un avis pour le collège qu'il représente après si besoin avoir consulté les autres membres de son collège.

↳ **Les membres de la CSS sont favorable à cette suggestion – Proposition adoptée.**

Il n'est pas prévu de nommer des suppléants pour remplacer les titulaires siégeant au bureau car la CSS aura peu l'occasion d'exprimer un vote, ce que confirme M. Rio.

M. Péqueriau ajoute qu'un collège pourrait demander de soumettre au vote une question particulière.

• **Appel à la compétence d'experts reconnus** « article 3 - alinéa 4 de l'arrêté instituant la CSS ».

Proposition : Les membres du bureau donneront leur avis sur l'intervention d'experts reconnus lors de l'approbation de l'ordre du jour de la réunion.

Les experts qualifiés n'auront qu'un avis consultatif destiné à éclairer les différents collèges et leur permettre ainsi de formuler un avis au sein du CSS.

↳ **Les membres de la CSS sont favorables à cette suggestion – Proposition adoptée.**

• **Transmission des documents aux membres du CSS** : « En application de l'art. R. 125-8-3.-I du code de l'environnement l'exploitant doit fournir aux membres du CSS un bilan d'exploitation ». Les documents qui doivent figurer dans ce bilan sont définis à l'article 5 de l'ARP constituant la CSS. Ce même article prévoit que « La commission fixe la date et la forme sous lesquelles les exploitants lui adressent ce bilan ».

Proposition : le bilan prévu à l'article 5 de l'arrêté constituant la CSS pourrait être transmis par l'exploitant par courriel aux membres de cette instance une dizaine de jours avant la réunion.

↳ **Les membres de la CSS sont favorable à cette suggestion – Proposition adoptée.**

### III – **Intervention de l'exploitant**

M. Guiavarch indique que le bilan de sécurité du groupe Nobelsport établi pour l'année 2011 a été adressé à M. le Préfet du Finistère en février 2012.

Au cours de la présentation du bilan SGS, les précisions suivantes sont apportées par M. Guiavarch :

- Politique de Prévention des Accidents Majeurs : Le président de Nobelsport, M. Roccia, a rappelé les principes qui doivent être mis en œuvre pour garantir la sécurité au sein des différents sites.

- Organisation Formation : l'organigramme de l'établissement Nobelsport de Pont de Buis n'a pas connu d'évolution notable en 2011 par rapport à 2010. 842 heures de formation ont été délivrées en matière de sécurité, soit un peu plus que l'objectif qui avait été fixé (704 heures). De plus, des demi-journées de sécurité ont été organisées pour le personnel de production, de sécurité, de maintenance et administratif

- Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs : le 10 février 2011, M. le Préfet a remis officiellement le PPRT à M. le maire de Pont de Buis en sa présence. En 2011, les protections « foudre » ont été mises en œuvre après réalisation des analyses des risques et études techniques.

- Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation : le système de gestion de la sécurité a été mis à jour et l'atelier de fabrication des poudres laminées bât 254 situé en bas de l'usine a été mis à l'arrêt en février 2011, conséquence de l'application de nouveau procédé de fabrication des poudres laminées sur Bivis. Des E.S.T « Etudes de Sécurité du Travail », réactualisées ont été soumises à l'inspecteur du travail, lequel sollicite l'avis de l'inspecteur des poudres et explosifs (IPE). A noter également le remplacement de conduites d'eau de noyage avec l'installation de tuyauteries en inox.

- Gestion des modifications : 12 bâtiments "bas usine" ont été mis en sommeil. La nouvelle entrée a été ouverte au Nord de l'établissement avec la pose d'un dispositif d'éclairage supplémentaire (2 de chaque côté de l'entrée) pour assurer une meilleure visibilité.

- Gestion des situations d'urgence : des exercices internes sont organisés, toutes les deux semaines, avec le service Sécurité et les équipiers de seconde intervention pour gagner en technicité et rapidité. Un exercice PPI s'est déroulé en mai 2011 et un exercice POI en octobre 2012, lequel a donné lieu à un rapport transmis au SDIS, à la DREAL et à la sous-préfecture. Il est prévu de renforcer les moyens matériels de lutte contre l'incendie.

- Gestion du retour d'expérience : la politique de sécurité se poursuit avec enregistrement des incidents et accidents qui font l'objet d'une analyse menée en lien avec le CHSCT. En 2012, 113 incidents et accidents se sont produits. M. Guiavarch insiste sur l'importance qu'il y a à maîtriser la gélatinisation de la pâte dans les extrudeurs.

- Contrôle du Système de gestion de la sécurité : outre les 10 audits internes, Nobelsport a fait l'objet de :

- ✓ divers audits externes : visite de l'IPE en février 2012, audit de l'IPE en juin 2011 et visite de la DREAL en mai 2011 et de l'inspection du travail en décembre 2010. Le conseil consultatif sécurité Nobelsport qui fait le point sur l'ensemble de la réglementation applicable à l'activité du groupe et détermine sa politique s'est par ailleurs réuni à trois reprises en 2010 ;
- ✓ d'une revue annuelle de direction le 18 janvier 2012 ;
- ✓ de 3 réunions du comité consultatif sécurité de Nobelsport sous l'égide du Président et des délégataires sécurité des sites Nobelsport.

En conclusion, M. Guiavarch déclare que l'établissement poursuit son évolution en se dotant de nouveaux équipements plus adaptés au process utilisé et la mise en œuvre de son plan de formation en matière sécurité.

### **Points sur les évolutions du site depuis le CLIC du 9 novembre 2011**

#### *✓Exercice PPI 2011*

M. le Sous-Préfet rappelle que le RETEX de l'exercice organisé en 2011 avait mis en évidence des problèmes de communication, les autorités présentes au PCO ne recevant aucune information de l'extérieur et ignorant de ce fait l'évolution de la situation.

Le lieutenant-colonel Begaud signale que ces difficultés sont rares et se sont produites à Pont de Buis en raison de sa situation topographique, la commune étant située dans une cuvette. Aussi, en cas d'intervention, le SDIS mobiliserait le « relais 40 » pour être autonome en matière de transmission. A noter cependant que ce PC n'arriverait sur site que dans un certain délai car il stationne à Landerneau.

M. le maire confirme que lors de l'exercice, les portables ne fonctionnaient pas, les informations ne remontaient pas au PCO. Il propose de tester le relais 40 pour s'assurer que les communications circuleraient correctement. En effet, il est indispensable de pouvoir échanger en cas d'accidents à Nobelsport.

Mme Rouxel fait remarquer que les moyens présents lors de l'exercice ont été sous-employés. En effet, les moyens de communications de l'ADRASEC, qui a participé à l'exercice, fonctionnaient mais cette dernière ne s'est pas mise à disposition des autres services. Les radioamateurs auraient pu venir en appui des différents acteurs et travailler en binôme. Aussi, la Préfecture a-t-elle rappelé à l'ADRASEC qu'elle doit assurer le relais de l'information entre les différents partenaires.

Mme Rouxel confirme qu'en situation réelle, l'ADRASEC serait engagée car elle figure bien dans le réseau d'alerte. Elle est assez réactive lorsque l'alerte est déclenchée.

Par ailleurs, elle signale que la Préfecture a acquis des téléphones satellitaires.

M. Guiavarc'h ajoute qu'à l'issue de l'exercice POI 2012, il a sollicité Orange afin que ce prestataire desserve la commune de Pont de Buis dans des conditions satisfaisantes en justifiant sa demande par le caractère sensible de son établissement Seveso seuil haut. Orange s'est engagé à installer une nouvelle antenne avant la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2013.

M. le maire de Pont de Buis observe qu'Orange vient d'équiper la commune d'une nouvelle antenne fixée sur le pilier du stade alors que le projet était en cours depuis 4 à 5 ans. Celle-ci devrait être mise en service avant la fin 2012, après raccordement à EDF et couvrira un rayon de 10 km.

M. Guiavarc'h ignore s'il s'agit du même équipement. Mais, il suivra cette affaire de près avec Orange.

M. le Sous-Préfet soulignant l'intérêt de vérifier si les communications seront opérationnelles sans pour autant organiser un nouvel exercice, le lieutenant-colonel Begaud déclare qu'il demandera au service communication de tester le relais 40. Sur des sites sensibles, le SDIS affecte des moyens adaptés pour communiquer mais le relais 40 n'est pas utilisé fréquemment car il nécessite la présence d'un technicien radio approprié. Il estime que le relais pourrait être testé au début de l'année 2013.

M. le Sous-Préfet ajoute que l'ADRASEC offre une solution palliative et des moyens utiles en appui en cas de problèmes et peut transmettre de précieuses informations telles que des images.

Interrogé par M. Queffelec au sujet des fréquences qui peuvent être utilisées dans le site de Nobelsport du point de vue pyrotechnique, M. Guiavarc'h précise que dans l'enceinte de l'établissement, l'usage du portable est interdit pour ne pas perturber les matériels. Néanmoins, en cas de nécessité, et en prenant les dispositions adéquates, ces portables pourraient être utilisés.

#### **IV – Point sur l'actualité réglementaire du site - Intervention de la DREAL**

M. Péquériau rappelle que le site est classé Seveso AS/SH (AS = autorisation avec servitudes - SH = seuil haut), dont le seuil est fixé à 10 tonnes pour la fabrication et le stockage de poudres au titre des rubriques 1310 (fabrication de poudres, explosifs et autres produits explosifs) et 1311 (stockage de poudres, explosifs et autres produits explosifs). Il indique que près de 900 tonnes de produits finis sont stockées sur le site de Pont de Buis.

Par ailleurs, cet établissement sera également soumis à la rubrique 1313 relative au brûlage qui est en fait déjà mise en œuvre en application d'une autre rubrique aujourd'hui obsolète (167C). Il s'agira donc d'une régularisation administrative qui sera actée lors d'une prochaine actualisation de l'arrêté préfectoral.

#### **Inspections réalisées depuis le dernier CLIC**

La DREAL a effectué :

- ① une inspection le 27 janvier 2012 portant sur la cessation d'activité des bâtiments situés près de l'ancien accès afin contrôler les conditions de remise en état des bâtiments concernés. Elle a permis de constater que:
  - certains déchets (banals et non pyrotechniques) n'avaient pas été évacués ;
  - la continuité de la nouvelle clôture n'était pas assurée. En effet, la clôture actuelle est amovible.Or, l'établissement doit se doter d'une clôture fixe matérialisant de façon physique le site.

M. Péquériau explique que le récolement n'a pas été établi à ce jour, faute d'éléments complémentaires apportés par Nobelsport.

M. Guiavarc'h déclare qu'il transmettra prochainement des précisions à la DREAL. Ainsi, la clôture fixe a été mise en place. Il reste quelques aménagements à réaliser, ce qui sera fait fin janvier 2013.

② un contrôle inopiné « eaux résiduaires » pour vérifier la conformité réglementaire des rejets dans l'eau par un prélèvement inopiné et des analyses par des organismes extérieurs. Un échantillon 24 h a été prélevé du 29 au 30 août 2012.

Les résultats (rapport du 9 octobre 2012) laissent apparaître des écarts sur les paramètres pH, MES, DCO et DBO. Un courrier de l'inspection des installations classées a donc été adressé à l'exploitant le 11 octobre 2012 lui demandant des explications et des propositions de mesures correctives pour éviter que ces dépassements ne se reproduisent.

M. Guiavarc'h a transmis une réponse à la DREAL fin octobre en proposant de pratiquer les prochaines mesures en continue en amont du site car les sources de pollution ne sont pas facilement identifiées. Il n'est pas exclu qu'elles soient situées à l'extérieur du site Nobelsport. Le respect quotidien de la concentration en DCO est complexe. L'établissement a prévu des mesures pour les maîtriser et a déjà progressé sur ce point mais c'est un travail de chaque jour à la charge des équipes et des matériels. M. Péquériau reconnaît les progrès accomplis et fait remarquer qu'il faut relativiser cet aspect. En effet, les flux sont les plus importants mais les concentrations sont réglementées par arrêté préfectoral, ce qui implique une nécessaire mise en conformité.

### **Garanties financières**

M. Péquériau rappelle qu'en application des articles L 516-1 et R 516-1, l'exploitant doit provisionner une certaine somme destinée à assurer la surveillance du site et le maintien en sécurité de l'installation, les interventions éventuelles en cas d'accident avant ou après la fermeture...

Il souhaite donc attirer l'attention de Nobelsport sur la prise en compte dans la prochaine mise à jour de l'évolution de l'indice TP 01, le montant cette provision devant être régulièrement réactualisé.

### **Continuité écologique**

M. Péquériau fait également état de la commande passée par l'entreprise à la SAFEGE le 3 août 2012 pour la réalisation d'une étude technico-économique dont l'objectif est d'évaluer 4 solutions :

- effacement du barrage ;
- arasement partiel et ouverture de seuils ;
- ouverture du barrage (pertuis ouverts) ;
- aménagement de dispositifs de franchissement (ou rivière de contournement).

M. Guiavarc'h explique que l'étude portant sur la remontée écologique de la Douffine est en cours de finalisation. Ce dossier a nécessité un travail conséquent de la part de l'entreprise et du bureau d'études. Ensuite, l'entreprise devra exploiter cette étude pour en dégager, autant que faire se peut, des solutions les plus simples possibles qui devront prendre en compte tous les critères, technique, sécurité (défense contre l'incendie), social et environnemental sans omettre le facteur financier. Les différents scénarii seront chiffrés. Cette étude sera communiquée aux services de l'Etat.

M. le Sous-Préfet confirme que cette question sera revue lorsque l'étude sera achevée et il admet que tous les paramètres devront être analysés.

### **V – Présentation des principaux changements apportés au PPI révisé, approuvé par arrêté préfectoral du 3 avril 2012 - Intervention du SIDPC**

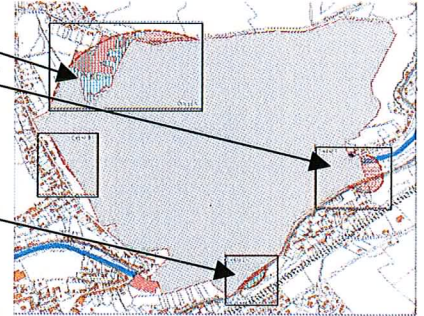
Mme Rouxel précise que le nouveau plan particulier d'intervention (PPI) approuvé le 3 avril 2012 est un plan de secours dont la finalité est distincte de celle du PPRT dédié à la maîtrise de l'urbanisation. Le document actuel est plus compréhensible et plus opérationnel en cas de crise. Il a été validé au terme d'une révision menée sur le fondement du rapport DREAL sur lequel repose l'élaboration du PPI, sur l'étude de danger établie pour ce site classé SEVESO seuil haut à raison de son activité (fabrication de produits pyrotechniques).



Lors de la révision, le seuil de surpression supérieure ou égale à 20 millibars (seuil correspondant au risque de bris de vitre) a été pris en compte.

Dans ce PPI, le scénario "fumées toxiques" a été supprimé, impactant ainsi considérablement la taille du périmètre, mais il prévoit 3 scénarii à cinétique rapide :

- ✗ Explosion dépôt de poudre noire (350 m de rayon –Nord-Ouest)
- ✗ Explosion type VCE du ciel gazeux de la citerne de solvants (80 m Est)
- ✗ Fuite de la canalisation de gaz avec UVCE (60 m- S-E)

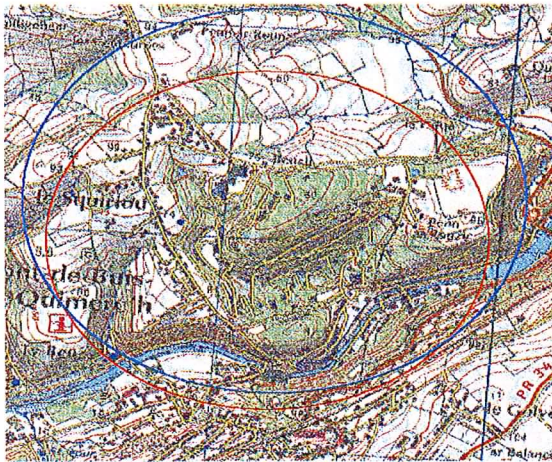


Il s'agit de risques dont la probabilité de survenance est faible.

A la suite de cette révision, ont évolué

#### 1) le périmètre du PPI :

**2004** : 900 et 810 m de rayon  
: rayon des fumées toxiques)



**2012** : périmètre patatoïde, (en bleu plus ajusté et plus retreint)



Le nouveau périmètre coïncide en l'espèce avec celui du PPRT :



#### 2) les enjeux présents dans cette nouvelle enveloppe laquelle englobe:

- les sites de Nobelsport et Livbag ce qui représente 490 personnes ;
- 9 maisons individuelles (1 au N-O ; 8 au S-E) soit une population de 30 personnes ;
- 2 abris de jardins en plaque béton ;



- deux tronçons (2 x 130 m) de la RD 770 joignant Pont de Buis au Faou et un tronçon (250 m) de la route du Beuzit, devant l'établissement LIVBAG ;
- une zone boisée.

Les principales réflexions menées dans le cadre de la révision ont porté sur :

- le positionnement des structures. Ainsi, le PCO pourrait s'installer soit à la mairie, soit à "l'espace jeunes", esplanade François Mitterrand. La mairie a semblé convenir lors de l'exercice 2011 ;
- un nouveau plan de bouclage adapté au nouveau périmètre ;
- la réactualisation des réseaux exposés ;
- et des schémas d'alerte et d'activation du plan révisés.

Mme Rouxel signale que le PPI sera mis à jour régulièrement. Le SIDPC transmettra de nouvelles coordonnées avec des numéros de secours et des numéros directs afin de permettre à l'exploitant de contacter plus rapidement la Préfecture, celle-ci venant se doter d'une boîte vocale peu adaptée en cas d'urgence.

M. Guiavarch fait remarquer qu'il a également échangé avec la mairie pour préciser les numéros de téléphone des personnes à joindre et améliorer le schéma d'alerte.

Mme Rouxel ajoute que conformément au décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005, le PPI a été notifié à la commune de Pont de Buis les Quimerç'h, ainsi qu'à l'exploitant. Par ailleurs, il est tenu à la disposition du public et librement consultable à la sous-préfecture de Châteaulin et à la mairie de Pont de Buis les Quimerç'h. De plus, une nouvelle plaquette établie par l'exploitant a été diffusée.

Interrogé par M. Quéffelec, M. le maire indique que la plaquette a été adressée aux personnes demeurant dans les 9 habitations figurant dans le périmètre de danger. Mais, il reste des exemplaires disponibles en mairie en cas de besoin.

Mme Rouxel observant qu'il est prévu de mettre à disposition du public, par voie électronique, un bilan des actions et les thèmes des débats de la CSS, demande quel service en est chargé et, suggère à la commune de Pont de Buis de mettre la plaquette d'information sur le site Internet de la commune.

M. le maire indique que le site de la commune est en cours de refondation. La plaquette pourra donc y figurer.

Mme Rouxel estime que cela serait de nature à rassurer les riverains qui ne figurent plus dans le périmètre du PPI depuis sa révision.

## VI – Questions diverses

M. le Sous-Préfet déclare que la question du devenir du polygone n'est pas perdue de vue. M. le Préfet a saisi à plusieurs reprises, sans réponse pour le moment, le ministère de la défense, lequel vient de faire savoir qu'un nouvel interlocuteur était désormais en charge de ce dossier.



L'ordre du jour étant épuisé, M. le Sous-Préfet remercie les différentes personnes présentes d'avoir assisté à cette première réunion de la commission de suivi du site Nobelsport.

Le Sous-préfet de Châteaulin,

Denis Blagnon